

**Nombre de conseillers**

En exercice : 29

Quorum : 15

Présents : 18

Votants : 23

L'an deux mille vingt-cinq, le 20 mai, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni à 19h00, dans la salle du conseil, sous la présidence de Lucas PUGIN, Maire.

Date de la convocation : 14 mai 2025

**Délibération adoptée à l'unanimité**

Présents : MM. Lucas PUGIN, S. LE MOAL, É. BOUCHET, D. GERELLI-FORT, B. MARQUET, André PUGIN, N. SEMLAL, S. JAVOGUES, V. JACQUEMOUD, G. SUATON, J-L. MAULET, P. VIDONNE, R. DIAKHATÉ, J-L. LACHENAL, J-P. PETRONIN, T. GAL, Olivier VENTURINI et Virna VENTURINI

Procurations : MM. I. SAGE à D. GERELLI-FORT, P. SAUVAGET à G. SUATON, C. MEYNET à Lucas PUGIN, F. CONTAT à J-L. LACHENAL et S. BIOLLUZ à T. GAL

Excusé : M. D. EISACK

Absents : MM. C. PEGUET, A. MIZZI, S. MILLOT-FEUGIER, P. BARON et G. GAUTHIER

Secrétaire de séance : M. P. VIDONNE

**2025DELIB067 CRÉATION DE TROIS POSTES D'APPRENTI**

*4.1 Personnels titulaires*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** les dispositions du Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;

**Vu** le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public ;

**Vu** le décret n°93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial ;

**Vu** la délibération n°2025DELIB028 du Conseil municipal en date du 4 mars 2025 relatif au tableau des effectifs ;

**Considérant** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

**Considérant** que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

**Considérant** qu'il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Après l'exposé de Monsieur Sébastien JAVOGUES, Maire-adjoint délégué à l'intercommunalité et aux ressources,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,**

**Article 1 :** Décide de conclure trois contrats d'apprentissage conformément au tableau suivant :

| Service                    | Nombre de poste | Diplôme préparé                                                                    | Durée de la formation |
|----------------------------|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Centre technique municipal | 1               | CAP Espaces Verts                                                                  | 2 ans                 |
| Crèche                     | 1               | CAP Petite enfance                                                                 | 2 ans                 |
| Police pluri communale     | 1               | Bac pro Métiers de la sécurité ou BTS management opérationnel de la sécurité (MOS) | 2 ans                 |

**Article 2 :** Précise que les coûts engendrés sont inscrits au budget ;

**Article 3 :** Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant dans l'ordre du tableau en cas d'empêchement, à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Secrétaire de Séance



Pascal VIDONNE

Le Maire

Lucas PUGNIN



Monsieur le Maire certifie le caractère exécutoire de la présente  
Publiée le **26 MAI 2025**

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat, de son affichage et de sa notification. Les recours gracieux prolongent les délais de recours contentieux.